

12th UNCTAD Debt Management Conference

Making debt work for development

18–20 November 2019

Palais des Nations, Geneva

UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT

UNCTAD



Responses from Debt Management Offices to Today's Challenges

by

Mr. Soungalo Jules Prosper Coulibaly

Ministry of Economy and Finance, Côte d'Ivoire

The views expressed are those of the author and do not necessarily reflect the views of UNCTAD.





Les organismes de gestion de la dette face aux défis actuels : Cas de la République de Côte d'Ivoire

Jules COULIBALY
Directeur de la dette publique

12^{ème} conférence de la CNUCED sur la gestion de la dette
Genève, du 18 au 20 novembre 2019



Traitement de la dette extérieure au point d'achèvement de l'Initiative PPTe

C'est en 1998 que la République de Côte d'Ivoire a obtenu son éligibilité au programme PPTe dont l'objectif est d'alléger la dette des pays les plus pauvres. Quatorze (14) ans plus tard, soit en 2012, le pays a atteint le point d'achèvement de l'initiative et a bénéficié d'importants allègements de sa dette extérieure.

(En milliards FCFA)

CREANCIERS	Stock/Ratio avant allègement	Allègement obtenu	Stock/Ratio après allègement	% allègement
Dette extérieure	6 373,9	4 090,0	2 283,9	64,2%
Ratio Dette/PIB (<40%)	67%		18%	
Dette commerciale	1 377,4		1 377,4	0,0%
Club de Londres	1 225,5	-	1 225,5	0,0%
Sphynx et standard BNI	151,9		151,9	0,0%
Dette bilatérale	3 453,0	3 143,69	309,3	91,0%
Club de Paris	3 158,9	3 143,7	15,2	99,5%
dont C2D	1 486,2	1 486,2	-	100,0%
Hors Club de Paris	294,1	-	294,1	0,0%
Multilatérale	1 543,4	946,3	597,1	61,3%
Dont: -FMI	351,8	8,8	343,0	2,5%
Banque Mondiale	862,1	797,0	65,1	92,5%
BAD/FAD	153,5	127,1	26,4	82,8%
Autres Multi	176,0	13,4	162,6	7,6%

Le ratio de la **dette totale** sur le PIB passe de **79%** à **36,2%** (pour une norme UEMOA de 70%).



Mesures et mécanismes adoptés pour une meilleure maîtrise de l'endettement public

Renforcement du cadre juridique et institutionnel de la dette

Décret n°2°13-850 du 19 décembre 2013 portant création du comité national de la dette publique

Arrêté n°044 du 7 mai 2012 fixant les modalités de fonctionnement et de saisine du comité national de la dette publique

Mise en œuvre de plusieurs assistances techniques visant à renforcer les capacités des gestionnaires de la dette

FMI, Banque Mondiale, BAD, CNUCED, etc.

Réorganisation de l'entité chargée de la gestion de la dette

Centralisation de l'activité de gestion de la dette au sein d'une entité unique

Organisation selon la ligne Front-Middle-Back Office

Mise en place d'instruments de planification et de d'évaluation de la soutenabilité de la dette

Formulation d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) chaque année

Réalisation d'une analyse de viabilité de la dette (AVD), tous les 6 mois

Introduction du plan d'emprunts extérieurs (plafond d'endettement) dans le cadre du programme économique et financier avec le FMI

Le plan d'emprunts définit pour une année donné la liste et le montant des prêts extérieurs à contracter ou garantir par le gouvernement.

Elargissement du champ de couverture de la dette publique par l'intégration de la dette des entreprises publique

Recensement de la dette des entreprises publiques à partir de 2017

L'analyse de viabilité de la dette intègre la dette garantie



Les efforts d'amélioration du cadre macroéconomique

Mise en œuvre des plans nationaux de développement (PND 2012-2015 et PND 2016-2020)

Pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté et conférer un statut de pays émergent au pays.

INDICATEURS	PERFORMANCES
Notation souveraine	B+/Ba3 (Fitch/Moody's) Amélioration de la perspective de stable à positive (2019)
Classement Doing Business	De la 139 ^{ème} place à 122 ^{ème} de 2018 à 2019, soit 17 places En tout, 45 places de 2012 à 2019
Indice CPIA	3,5 en 2018 contre 2,7 en 2012
SCB Trade 20 report	1 ^{er} du classement : the rising stars of global trade en 2019
Croissance forte, économie résiliente	8,5% de rythme moyen de croissance annuelle (2012-2018) Estimé à 7,5% pour 2019 Primaire (0,4%), secondaire (2,1%), tertiaire (3,4%)
Taux d'inflation	0,4% pour une norme de 3% en 2018
Déficit budgétaire	4% pour une norme de 3% et attendu à 3% en 2019, conformément aux engagements du PEF avec le FMI
Déficit du compte courant	4,7% en 2018 et estimé à 4,2% en 2019
Réserves de change BCEAO	5 mois d'importations à fin juin 2019 (norme 3 mois)
Taux d'investissement	L'investissement privé prend le pas sur l'investissement public 13,8% contre 7% en 2018



Les mesures de transparence de la dette publique

Processus de certification globale du Trésor Public

Elaboration d'un bulletin statistique de la dette (avec l'assistance de la Cnuced)

Le bulletin comprend 12 tableaux qui fournissent les informations essentielles sur la dette extérieure et intérieure. Il est produit trimestriellement et est publié sur le site du Trésor Public www.tresor.gouv.ci

Elaboration d'un rapport trimestriel sur la dette également publié sur le site

Le rapport est partagé avec le FMI dans le cadre du suivi du programme économique et financier et publié sur le site du Trésor Public

Elaboration et transmission de statistiques trimestrielles aux institutions internationales et régionales suivantes :

Banque Mondiale (QEDS, QPDS)

FMI

CABRI

UEMOA

CEDEAO



Les mesures de transparence de la dette publique

Elaboration et transmission de statistiques aux agences de notation suivantes :

Moody's (revues annuelles)

Fitch Ratings (revues semestrielles)

Elaboration et transmission du document de stratégie de la dette (SDMT) et l'analyse de viabilité de la dette (AVD) au Parlement

La SDMT est annexée au projet de loi de finance de l'année. Elle est également publiée sur le site du Trésor Public : www.tresor.gouv

Organisation de conférences de presse régulières du Premier Ministre

L'objectif de ces conférences est de communiquer sur plusieurs sujets d'actualité dont la dette publique. A ces occasions, les chiffres clé de la dette sont communiqués au public



Gestion active du portefeuille de la dette

1^{ère} opération de rachat de titres sur le marché international (2017)

L'opération a permis de racheter 750 millions USD

2^{ème} opération de rachat de titres sur le marché international (2019)

Cette opération a permis de racheter des titres pour un volume de 1,314 milliard USD

Allongement de la maturité moyenne du portefeuille de la dette

Réduction des pics de refinancement, notamment sur les années 2024 et 2025

Amélioration des indicateurs de viabilité de la dette

1^{ère} opération de rachat de titres sur le marché régional UEMOA (2017)

Volume de titres racheté : 70 milliards FCFA

2^{ème} opération de rachat de titres sur le marché régional UEMOA (2019)

Volume de titres racheté : 147,3 Mds FCFA

3^{ème} opération de rachat de titres sur le marché régional UEMOA (2019)

Volume de titres racheté : 134,9 Mds FCFA

Mise en œuvre d'une opération de couverture contre le risque de change des obligations libellées en USD (2018)

Cette opération qui a porté sur un montant total de 1,2 millions USD a permis de stabiliser le service de la dette Eurobonds sur les années 2018 à 2023

Opération de couverture de la dette bilatérale en cours d'ici la fin de l'année (2019)



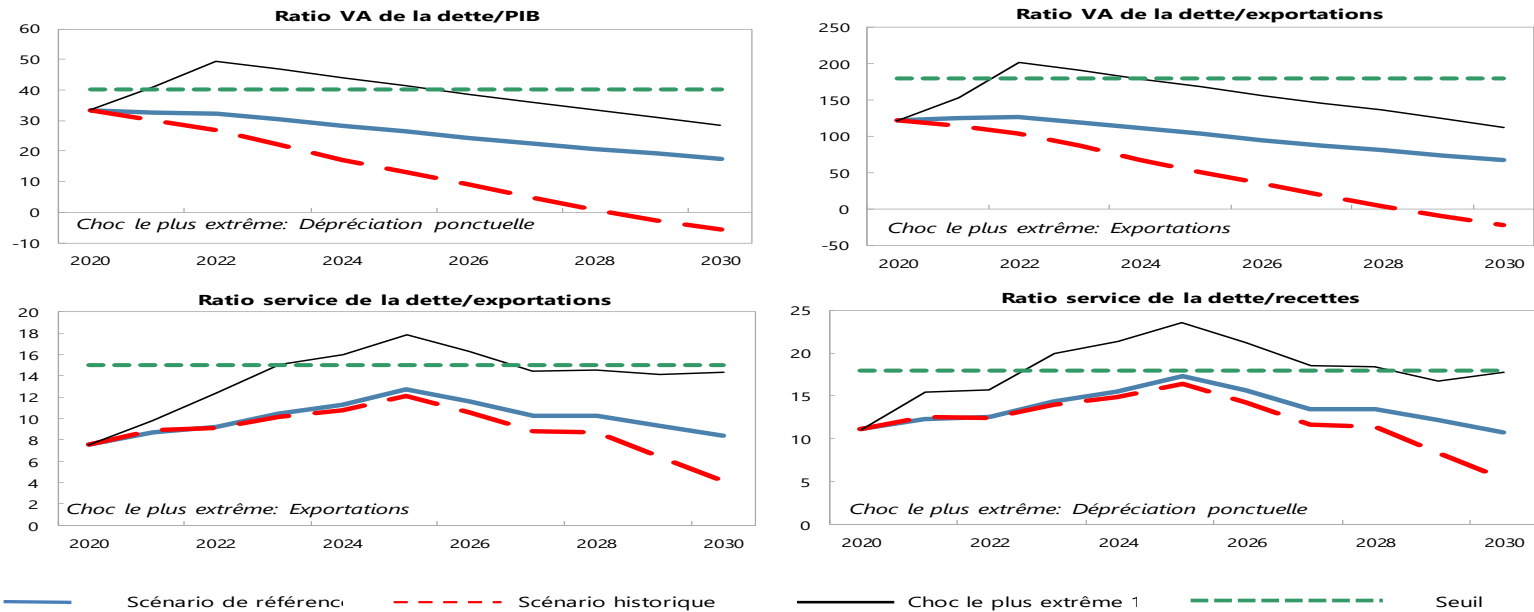
Indicateurs clé de la dette publique

N°		Fin 2018
1	Ratio Dette/PIB	48,6
2	<i>Dette extérieure</i>	31,2
3	<i>Dette intérieure</i>	17,4
4	Maturité moyenne du portefeuille	8,2
5	<i>Dette extérieure</i>	10,3
6	<i>Dette intérieure</i>	4,5
7	Taux d'intérêt moyen du portefeuille	4,2
8	<i>Dette extérieure</i>	3,8
9	<i>Dette intérieure</i>	5,0
10	Part de la dette extérieure	65,6
11	Part de la dette intérieure	34,4



Indicateurs clé de la dette publique

Graphique 1. Côte d'Ivoire: Indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2020-2030





Enjeux et défis actuels

Maintien du déficit budgétaire en dessous du seuil des 3%

C'est une exigence du Pacte de convergence et de stabilité de la zone UEMOA

Développement du marché financier régional de l'UEMOA

C'est un impératif si l'on veut réduire la dépendance vis-à-vis des marchés financiers internationaux et réduire le risque de change

Il faudrait néanmoins éviter l'éviction du secteur privé

Gestion des risques budgétaires

Intégrer les entreprises publiques (pas uniquement la dette garantie) dans l'analyse de viabilité de la dette (AVD)

Recenser, évaluer et enregistrer les risques liés aux PPP

Problématique des financements de long terme

Nécessaire pour maîtriser les risques de refinancement de la dette

Mobilisation des ressources intérieures

Accroître les recettes budgétaires, afin de réduire le recours à la dette



Conclusion

La question de la dette est une question d'actualité

Les inquiétudes que soulèvent les niveaux d'endettement des pays sont justifiées.

La conjugaison des efforts des gouvernements, de la société civile, des institutions de Bretton Woods et de la communauté internationale dans son ensemble devrait permettre de renforcer les mesures de prévention des crises et éviter une « nouvelle initiative PPTE ».

Je vous remercie.